

# Y a-t-il une exception algérienne ?

**«Le Mexique, c'est une dictature presque parfaite parce qu'invisible», déclarait Mario Vargas Llosa, futur prix Nobel de littérature, au moment où ce pays était encore sous la férule du PRI (Parti révolutionnaire institutionnel), parti qui a présidé aux destinées de l'Etat mexicain durant 72 ans d'affilée. Cela lui avait valu une expulsion retentissante alors qu'il devait participer à un colloque sur la démocratie.**

Le pouvoir algérien a pu se targuer de cette «perfection mexicaine» durant un demi-siècle. Cependant, les bouleversements qui secouent le sous-continent maghrébin font émerger des revendications et des pratiques qui «ringardisent» cette exception. Durera-t-elle ?

## Premier paradoxe

A quelque variante que l'on considère le Grand Maghreb, avec la Libye et la Mauritanie, ou sans ces deux pays, l'Algérie représente une exception dont le

re remarque générale, la loi sur le quota des femmes (1/3, soit 33% éligibles), malgré ses manquements, peut être considérée comme une avancée dans le sens du progrès. Cependant, elle constitue, avec la promesse d'ouverture de l'audiovisuel, un écran de fumée destinée à abuser l'opinion sur le reste des textes. Ces derniers portent le sceau de la centralisation de la décision et du contrôle tatillon de l'Etat sur l'ensemble de l'expression publique qu'elle soit politique ou civique.

Le pouvoir craint l'autonomie de la société civile dans ses mul-

## multiples fractures

Le déficit démocratique qui caractérise la pratique politique en Algérie met en exergue l'absence de légitimité du pouvoir en place. Le personnel qui fait fonctionner le système, qu'il soit civil ou militaire, est embourbé dans la gestion de la sauvegarde du régime. Les choses pressent car l'on sent de plus en plus fortement en Algérie l'affaîssement de l'Etat et l'apparition de forces centrifuges. Cela est fortement rédhibitoire pour la construction pacifique de la démocratie et de la sauvegarde de l'Etat.

Telles que les choses sont amorcées à l'instant, rien n'est annonciateur d'une ambition ou d'un dessein. L'algériasclérose frappe de plein fouet. La classe dirigeante s'avère impuissante à juguler la crise morale et politique dont souffre le pays. Le premier est que le personnel politique issu du Mouvement national tient toujours les rênes du pouvoir, même s'il a élargi son camp aux islamistes dits modérés. Avec l'association de Hamas à la gestion gouvernementale, l'Algérie peut se targuer d'avoir été l'un des premiers pays à intégrer institutionnellement «les frères musulmans». Autres enseignements, le camp de la conservation est idéologiquement aux commandes de l'Etat, l'islam politique a échoué mais l'islam social a avancé. Le camp démocratique traditionnel reste divisé alors que la scène politique nationale a évolué, notamment sur l'appréhension de la question islamiste. En réalité, on peut dire que, malgré l'irruption du pluralisme, la nature du régime n'a pas fondamentalement changé, singulièrement dans les pra-

mobiliser comme au début du multipartisme. Le blocage de la vie politique, le trucage électoral, la division des différentes formations du camp démocratique et le fonctionnement interne de celles-ci sont les grandes causes de la méfiance populaire à l'égard du phénomène partisan. D'un autre côté, on assiste à un cycle ininterrompu de revendications en faveur de l'amélioration des conditions de vie par la grève, les manifestations de rue et les émeutes. Ce phénomène relève formellement du politique. Il y a généralement confusion dans

Par Tarik Mira  
tarikmira@gmail.com  
(Député de Béjaïa)

qui épargne au pays des retards économiques, des sacrifices humains et des traumatismes psychologiques.

## Une fragile exception

Si l'on regarde nos frontières, on peut sans conteste dire que l'Algérie fait exception au bouleversement qui est en train de se réaliser chez nos voisins en attendant de mieux apprécier la

**“ Le pouvoir est en réalité fragile, à l'image de l'affaîssement de l'Etat dans ses missions publiques. ”**

paradoxe est saisissant : c'est la contrée où se déroule le plus grand nombre de grèves, de revendications socioprofessionnelles et d'émeutes par mois (un pic de 700 a été atteint en un mois lors de l'année 2011), mais en même temps, le pouvoir n'a pas été ébranlé sur ses fondements. Les tentatives de mobilisation des mois de février et de mars derniers pour la chute du régime sur le modèle tunisien n'ont pu atteindre leur but. Loin de là.

L'échec de ces premiers essais rend optimiste la classe dirigeante qui tente d'accréditer la thèse que l'Algérie a déjà accompli cette expérience dans la douleur et que nos voisins sont dans le rattrapage par rapport à notre pays. D'où l'enhardissement du pouvoir à lancer une offre politique qui lui fait reprendre l'initiative par le lancement de «réformes». L'initiative en elle-même est un aveu du retard accumulé sur le terrain démocratique. C'est donc contraint et forcé qu'il tente un nouveau processus de légitimation contrôlé en amont et en aval. Des projets de lois ordinaires (associations, partis, code électoral) et des lois organiques (quota des femmes, information) ont été votés en l'espace de moins de deux mois par l'APN.

## Appréciation sommaire des réformes

En dehors de la loi sur le quota des femmes, qui porte la marque de la nécessaire discrimination positive, tous les autres textes sont en deçà de ce qui a été octroyé lors de la révision constitutionnelle de février 1989 qui, au final, avait libéré d'énormes espaces pour la transition démocratique. Une première

manifestations et subit le syndrome libyen qui le fait se recroqueviller sur lui-même. Les références abusivement répétées, sur pratiquement l'ensemble des textes, aux constantes nationales, à la souveraineté du pays, à la défense des intérêts diplomatiques et économiques de l'Etat sont autant d'éléments de vagues généralités qui indiquent la peur panique du pouvoir face à la volonté d'émancipation des

**“ Il risque d'avoir en plus de son rival traditionnel de l'Ouest, le Maroc, d'autres adversaires situés cette fois-ci à l'Est : la Tunisie et la Libye. C'est la première fois que l'Etat algérien est confronté à une situation diplomatique aussi délicate au niveau régional. ”**

citoyens et de la société civile. Ces récurrences illustrent aussi l'angoisse du pouvoir devant les évolutions rapides à nos frontières. Au lieu de tirer des leçons positives et d'anticiper par une plus grande ouverture, il a choisi la fermeture et l'enfermement, réflexe naturel qui a mené tant de ses semblables à une chute irrémédiable.

Le régime craint par-dessus tout un soulèvement incontrôlable et le scénario catastrophe. Les prises de position contradictoires sur la crise libyenne sont symptomatiques de cet entre-deux inconfortable et illustrent de façon édifiante ce constat. Sur un autre volet, il s'essaye à l'achat de la paix sociale grâce à la rente pétrolière, et ce, sans contrepartie économique. Tout semble indiquer que le pouvoir manque de volonté et d'imagination et ne veuille pas aller vers la nécessaire transformation.

tiques et méthodes de gouvernance. L'absence de l'Etat de droit, cœur de la problématique démocratique, délégitime la norme juridique aux yeux du peuple et fait confondre en une totalité pouvoir et Etat. Face à cette situation bloquée et une corruption généralisée, la poussée démographique aggrave la crise par une demande d'emploi massive, revendication qui ne trouve pas de résolution. La majorité sociologique n'est pas la majorité politique. Une véritable fracture civique, éthique et politique s'instaure dans le paysage public national, notamment dans la jeunesse privée de perspectives.

## Y a-t-il défiance à l'égard du politique ?

La réponse est à double détente. D'un côté, la composante partisane dans sa représentation traditionnelle n'arrive pas à

nombre d'esprits entre le politique et le partisan. Si les premières tentatives n'ont pas abouti, la pression se fait de plus en plus forte et pesante, notamment à travers la toile, pression qu'exacerbe l'emballage de la scène régionale. Ce phénomène exerce un qui-vive permanent sur le pouvoir, créant un rapport de force inédit. Le pouvoir vit mal cette situation d'autant que le syndrome de l'encerclement à ses frontières aggrave son isolement. Il risque d'avoir en plus de son rival traditionnel de l'Ouest, le Maroc, d'autres adversaires situés cette fois-ci à l'Est : la Tunisie et la Libye. C'est la première fois que l'Etat algérien est confronté à une situation diplomatique aussi délicate au niveau régional. En tout cas, le double signal — interne et externe — est fort, entamant un peu plus la crédibilité du système. Globalement, la confiance des populations envers la chose publique est en demi-teinte. Sa mobilisation à terme de façon partisane et politique réside dans la capacité de la société civile à mieux s'organiser, à inventer ses propres instruments de lutte et à la volonté du pouvoir de mettre en place librement les prochains scrutins. Toute la problématique réside là, et pas ailleurs. La dernière sortie du chef de l'Etat lors

situation future en termes de construction démocratique dans ses contrées. La singularité algérienne est dans cet esprit de contestation soutenu sans aboutir au renversement du régime. La décennie noire avec un terrorisme de violence et de contre-violence qui a pris le peuple en otage est l'une des explications de la retenue populaire à l'endroit d'un soulèvement. Malgré l'existence de soupapes de sécurité, l'Algérie n'est pas un Etat de droit car le pouvoir prend ses aises avec les valeurs démocratiques, y compris ses propres normes juridiques, et bride nombre de libertés, notamment d'organisation, d'expression, de conscience et de culte. L'Etat rentier et sécuritaire avec sa réserve de change et son expérience éprouvée dans la lutte antiterroriste donne à cette exception l'apparence de durabilité. Le pouvoir est en réalité fragile, à l'image de l'affaîssement de l'Etat dans ses missions publiques. Il est guetté par un nouvel acteur : jeune, numérique, au credo intelligible composé de la quête de la liberté et le respect de la dignité. Derrière ce phénomène affleure un immense désir de changement.

L'un des enjeux majeurs est de donner à cette immense aspiration au changement le cadre

**“ Le pouvoir craint l'autonomie de la société civile dans ses multiples manifestations et subit le syndrome libyen qui le fait se recroqueviller sur lui-même. ”**

de l'ouverture de l'année judiciaire, qualifiant les scrutins passés «d'élections à la Naegelen», se passe de tout commentaire. Le nœud gordien apparaît dans toute sa nudité. Il appartient au chef de la magistrature suprême de donner des gages pour crédibiliser le futur scrutin. Il a les compétences constitutionnelles et politiques d'agir ici et maintenant. C'est une question de volonté car il y a des régimes qui évoluent devant la réalité têtue pour libérer dans la foulée un pragmatisme

de son expression qui combine la rigueur dans la démarche et la fidélité dans la pratique aux idéaux que l'on veut défendre. L'alternative démocratique est à venir sans préjuger de la voie qu'auront à emprunter les acteurs de ce projet : rupture révolutionnaire ou évolution par compromis ? L'heure est à la fin de l'exception à laquelle nous sommes interpellés. La générosité envers l'avenir n'est-elle pas de tout donner au présent ?

T. M.